



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 16/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ISDND SMURFIT KAPPA CRAMAUD III**

Cramaud  
87600 Rochechouart

Affaire suivie par : PERREAU Anne  
Téléphone : 07 61 72 46 41  
Courriel : [anne.perreau@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anne.perreau@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : UiD872025-220  
Code AIOT : 0003103059

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement ISDND SMURFIT KAPPA CRAMAUD III implanté Cramaud 87600 Rochechouart. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ISDND SMURFIT KAPPA CRAMAUD III
- Cramaud 87600 Rochechouart
- Code AIOT : 0003103059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE, exploite sur le territoire de la commune de Rochechouart une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dédiée autorisée par

l'arrêté préfectoral n° 2018-086 du 13 juin 2018. Cette installation est exclusivement destinée à accueillir les déchets non-dangereux issus de la trituration de vieux papiers et cartons sur l'usine de production exploitée par la même société sur le territoire de la commune de Saillat-sur-Vienne.

Elle est connexe à deux anciennes ISDND dites « Cramaud I » et « Cramaud II » aujourd'hui en phase de post-exploitation.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Récolement casier CIII-4	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 34	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Récolement casier CIII-4	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 21	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Exploitation des casiers	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 59	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
8	Contrôle des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 49	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
9	Caractérisation des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 48	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Réseau de collecte des lixiviats bruts	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 39	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Contrôles périodiques des lixiviats bruts	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 41	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 23	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 26	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
15	Réseau de surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 26	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	souterraines			d'action corrective	
16	Surveillance de l'environnement (ruisseau des Combes)	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 44	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 17	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Récolement casier CIII-4	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Projets industriels	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Susceptible de suites	Sans objet
6	Exploitation des casiers	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
7	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 46	Susceptible de suites	Sans objet
13	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 37	Susceptible de suites	Sans objet
17	Campagne PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1.I	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant, lors de la présente visite, a fait part à l'Inspection de plusieurs aménagements réalisés sur le site en réponse à la précédente inspection (réalisation de la surveillance PFAS, mise en place d'un dispositif, synchronisé avec les rejets de lixiviats traités, mesurant le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés, remise du dossier de réexamen IED...).

Néanmoins, eu égard aux différents constats relevés par l'Inspection dans le présent rapport, il est demandé à l'exploitant de renforcer le suivi de son installation et de transmettre, selon les délais



indiqués, les justificatifs demandés et de mettre en place les actions correctives préconisées.

A ce stade, aucune suite administrative (mise en demeure ou sanction) n'est proposée. Néanmoins, à la suite de l'examen des réponses apportées par l'exploitant dans les délais susmentionnés, l'Inspection pourra dans un second temps émettre de nouvelles propositions à Monsieur le Préfet. En cas de non-respect des délais précisés, l'Inspection pourra de la même façon émettre de nouvelles propositions à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récolement casier CIII-4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles préalables de la barrière passive
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au Préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de l'ouverture du casier CIII-4 et suite à la précédente inspection, l'exploitant a remis le 12 octobre 2023 à l'Inspection le dossier papier relatif aux travaux de construction de ce casier. Ces documents ont néanmoins été communiqués postérieurement à la visite de récolement réalisée le 28/09/2023 par l'Inspection en vue de valider sa mise en exploitation, l'Inspection disposant à cette date que du dossier numérique (transmis par courriel du 31 mai 2023) auquel étaient annexés des plans illisibles, et ce malgré de multiples relances auprès de l'exploitant.  De plus, par courrier préfectoral du 10/11/2023, il était formellement demandé à l'exploitant de transmettre également à la Préfecture le dossier technique réalisé par l'organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par les arrêtés applicables. <b>Or, à ce jour, aucun élément permet de confirmer la bonne transmission de ce dossier à la Préfecture.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant justifie, sous 15 jours à l'Inspection, la bonne transmission à la Préfecture du dossier technique relatif à l'ouverture du casier CIII-4.</b>

<p>De plus, en prévision de l'ouverture du prochain casier, il est rappelé à l'exploitant de transmettre notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'Inspection pour avis, a minima trois mois avant l'engagement des travaux de construction du nouveau casier, le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive (BSP). Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.</li> <li>- à l'Inspection avant le début des travaux sur le prochain casier, la date de début des travaux pour la réalisation de la BSP,</li> <li>- à la Préfecture et à l'Inspection, en préalable de l'ouverture du prochain casier, le dossier technique, en versions papier et numérique, établi par un organisme tiers et décrivant les travaux de construction du casier et leur conformité aux dispositions de l'AP du 13/06/2018 modifié et de l'AM du 15/02/2016 modifié.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Récolement casier CIII-4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En préalable à l'ouverture d'un quatrième casier tel que prévu à l'article 7 ci-après et au plus tard 31 décembre 2023, l'exploitant transmettra un examen de la compatibilité du fonctionnement de son installation avec le Plan Régional de Gestion des déchets en vigueur. La création et la mise en exploitation des quatrième et cinquième casiers ne pourront intervenir que si, sur la base de l'examen de cette compatibilité, un arrêté préfectoral complémentaire le permet. Cet arrêté pris en application des dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement pourra prévoir toutes dispositions nécessaires à la mise en compatibilité de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, dans son étude réalisée par EKOS Ingénierie Environnementale en 2023 concernant l'examen de la compatibilité du fonctionnement de son installation avec le Plan Régional de Gestion des déchets en vigueur, s'engageait à réduire notamment de 30 % les déchets enfouis par tonne de produit fabriqué à l'horizon 2025 par rapport aux niveaux de 2013.</p> <p>L'exploitant avait alors été invité dans le dernier rapport d'inspection à transmettre à l'Inspection les chiffres attestant la réduction réalisée jusqu'en 2023 de 29,2 % (volumes, nature des déchets...).</p> <p>Or à la date de la présente inspection, aucun élément n'a été communiqué. Aussi, lors de la présente inspection, l'exploitant a été interrogé à ce sujet et a communiqué par la suite par courrier en date du 9/09/2025 les éléments permettant de confirmer une diminution moyenne de 22 % du ratio de déchets produits depuis 2013. Cette diminution a notamment été ralentie en 2024 en raison de problématiques techniques liées à la vétusté de la chaîne de trituration. L'exploitant a, à ce titre, indiqué à l'Inspection que le projet d'investissement relatif à la nouvelle ligne de trituration sur le site de la papeterie n'avait, à ce jour, pas été retenu par le Groupe.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément aux éléments de l'étude EKOS Ingénierie Environnementale de 2023 et en vue de la création du futur casier CIII-5, l'exploitant doit poursuivre la réduction du ratio de déchets enfouis par tonne de produit fabriqué en finalisant notamment ses réflexions relatives aux projets à mettre en œuvre sur le site de sa papeterie (nouvelle ligne de trituration et chaudière CSR notamment).

Dans les 6 mois à venir a minima, l'exploitant tient l'Inspection informée de toutes évolutions significatives intervenant sur les projets en cours d'étude et leurs incidences sur le devenir de l'ISDND Cramaud III.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Récolement casier CIII-4**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des lixiviats

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

[...]

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée dans le présent arrêté, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé par la mise en place sur chaque casier d'une canalisation en PEHD d'un diamètre 250 mm installée sur toute la hauteur du flanc. [...]

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté :

- la présence de vannes d'obturation sur le collecteur permettant d'isoler le réseau de collecte des lixiviats en provenance de chacun des casiers et alimentant la lagune de traitement,
- la mise en place d'une canalisation en PEHD d'un diamètre 315 mm installée sur toute la hauteur du flanc du casier au point le plus bas de ce dernier permettant ainsi de mesurer la hauteur de lixiviats présents en fond de casier,
- la présence de tuyaux en double enveloppe sur les parties enterrées extérieures au casier reliant le collecteur.

Lors de la présente inspection, il a été constaté notamment la présence d'une seconde canalisation en PEHD installée sur toute la hauteur du flanc du casier. **Interrogé sur cette seconde canalisation, l'exploitant n'a pas clairement indiqué les raisons de son installation.**

Par ailleurs, il avait été recommandé à l'exploitant, lors de la précédente inspection, de réaliser une inspection des drains lixiviats avant la mise en service du casier CIII-4 afin de vérifier l'absence de colmatage lié à la mise en œuvre et/ou aux conditions météorologiques lors des travaux de construction de ce casier notamment au niveau du raccordement aux drains de la chambre des vannes.

Par courrier en date du 29/08/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le compte-rendu de ce contrôle. Celui-ci correspond à un contrôle réalisé le 28/11/2022. <b>Or, eu égard au calendrier des travaux transmis à l'Inspection lors de la construction de ce casier, ce contrôle semble antérieur à la mise en place des barrières de sécurité active voire passive constituant le casier CIII-4.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit préciser, sous 15 jours à l'Inspection, les raisons de la mise en place d'une seconde canalisation en PEHD installée sur toute la hauteur du flanc du casier CIII-4 et préciser et justifier le point où sont réalisées les mesures de la hauteur des lixiviats en fond de casier.</b>  <b>Il doit par ailleurs transmettre, sous 1 mois à l'Inspection, le compte-rendu de contrôle des drains lixiviats du casier CIII-4 tel que demandé dans le précédent rapport d'inspection. Ce compte-rendu devra également intégrer le plan des installations contrôlées ainsi que les observations de l'exploitant faisant suite à ce contrôle et permettant ainsi sa bonne interprétation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Projets industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait indiqué avoir un projet de comblement du tassement des casiers de Cramaud II à l'aide de remblais issus des travaux de construction des casiers de Cramaud III.  Il avait ainsi été demandé à l'exploitant de transmettre, au Préfet et à l'Inspection en préalable de tous travaux, un dossier de porter à connaissance visant à démontrer que ces travaux : - répondent aux objectifs définis dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié et dans l'arrêté préfectoral du 23/06/2008 modifié, - ne sont pas de nature à affecter le bon fonctionnement des barrières de sécurité passive et active.

<p>A ce jour, aucun document n'a été transmis par l'exploitant et aucun aménagement n'a été réalisé à cet effet.</p> <p>Interrogé à ce sujet, l'exploitant a présenté le relevé topographique du casier CII confirmant le tassement mis en évidence lors de la précédente inspection et a précisé que les travaux de comblement pourraient être envisagés lors de la construction du prochain casier CIII-5.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet, au Préfet et à l'Inspection en préalable de tous travaux de comblement du tassement du casier CII, un dossier de porter à connaissance visant à démontrer que ces travaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- répondent aux objectifs définis dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié et dans l'arrêté préfectoral du 23/06/2008 modifié,</li> <li>- ne sont pas de nature à affecter le bon fonctionnement des barrières de sécurité passive et active.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Exploitation des casiers

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Fin exploitation des casiers CIII-1 (=CII-bis) et CIII-2</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au plus tard un an après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone.</p> <p>[...]</p> <p>La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une couche de matériaux granulaires pour le drainage / captage des biogaz, d'une épaisseur de 0,30 mètre ;</li> <li>une couche d'étanchéité,</li> <li>une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques,</li> <li>une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre, avec en partie supérieure 0,30 mètre de terre végétale pour favoriser l'engazonnement des surfaces de la couverture.</li> </ul> <p>La couche d'étanchéité pour assurer le confinement du massif de déchets et limiter les infiltrations d'eaux pluviales pourra être assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soit par la mise en œuvre d'un géosynthétique bentonitique protégé par du géotextile anti-poinçonnant sur chacune des deux faces ;</li> <li>Soit par la mise en œuvre d'une couche d'argile de perméabilité K inférieure à <math>1.10^{-7}</math> m/s de 0,20 mètre d'épaisseur, protégée par du géotextile anticontaminant au-dessous et au-dessus.</li> </ul> <p>Pour les casiers CIII-2 à CIII-5, la couche d'étanchéité sera réalisée sur les flancs du massif de déchets par la mise en œuvre d'une géomembrane PEHD pour assurer l'indépendance hydraulique des casiers les uns par rapport aux autres.</p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane,</p>

l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Le réaménagement sera conforme au plan de principe du réaménagement final annexé au présent arrêté.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

#### **Constats :**

Suite à la précédente visite, l'exploitant n'a pas remis les mémoires descriptifs des travaux réalisés pour les couvertures des casiers CIII-1 (= CII-bis) et CIII-2 (mémoire corrigé) tels que demandés par l'Inspection dans son précédent rapport.

C'est seulement le jour de la présente inspection, et malgré plusieurs relances, que l'exploitant a remis le mémoire corrigé relatif aux travaux réalisés pour la couverture du casier CIII-2. La correction demandée ayant été réalisée, cela n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

**Néanmoins, le mémoire descriptif des travaux réalisés pour la couverture du casier CIII-1 (=CII-bis) est toujours attendu.**

**L'exploitant doit par ailleurs justifier des travaux de revégétalisation qui ont été engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale sur ces 2 casiers et la nature de la flore utilisée.**

De plus, dans son rapport annuel 2024, transmis par l'exploitant par courrier du 17 avril 2025, il est indiqué que la durée d'exploitation du casier CIII-3 s'est échelonnée du 19/07/2021 au 29/02/2024 (environ 31 mois et non pas 19 tel qu'indiqué dans le rapport annuel 2024) et que ce casier a été recouvert en 03/2024. La couverture de ce casier a ainsi pu être constatée lors de la présente inspection. **Néanmoins, aucun programme des travaux de réaménagement final de cette zone (à remettre normalement 9 mois avant la mise en place de la couverture finale) ni mémoire descriptif des travaux réalisés (à remettre au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier accompagné d'un plan topographique de l'installation) n'a été transmis au Préfet et à l'Inspection préalablement ou suite à ces travaux.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit transmettre sous 8 jours à l'Inspection et à la Préfecture :**

- le mémoire descriptif des travaux réalisés pour la couverture du casier CIII-1 (=CII-bis) et le plan topographique de l'installation,
- le mémoire descriptif des travaux réalisés pour la couverture du casier CIII-3 et le plan topographique de l'installation,
- la description des travaux de revégétalisation qui ont été engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale sur des anciens casiers CIII-1, CIII-2 et CIII-3 et la nature de la flore utilisée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

#### N° 6 : Exploitation des casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation du casier CIII-3
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les caractéristiques des casiers sont notamment les suivantes :  CIII-3 : 16m de haut et 38 272 m<sup>3</sup> de volume de stockage maximum  CIII-4 : 15m de haut et 58 403 m<sup>3</sup> de stockage maximum</p> <p>Les casiers sont indépendants hydrauliquement. En ce sens, les casiers CIII-2 à CIII-5 font l'objet de la mise en œuvre d'une géomembrane en PEHD en fin d'exploitation, avant la réalisation de la couverture finale, sur les flancs du massif de déchets s'appuyant sur les digues de séparation des casiers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le rapport annuel 2024, il est indiqué un volume de déchets stockés sur l'année 2024 de 16 501 tonnes dont 13 621 tonnes dans le casier CIII-4 et un volume total stocké en date du 15/01/2025 dans le casier CIII-4 de 13 900 m<sup>3</sup> (exploitation depuis le 01/03/2024). Il est par ailleurs indiqué que 40 349 tonnes de déchets ont été déposées au global dans le casier CIII-3 sur les 31 mois d'exploitation (19 mois indiqués de façon erronée dans le rapport annuel).</p> <p>Interrogé sur le volume que représentent les déchets ainsi stockés dans le casier CIII-3, l'exploitant, par courrier en date du 29/08/2025, a indiqué, plan à l'appui, que ce volume s'élevait à 38 037 m<sup>3</sup> pour un volume maximum autorisé fixé à 38 272 m<sup>3</sup> dans l'AP.</p> <p>Il a par ailleurs précisé que, selon ses estimations et considérant que le rythme de remplissage du casier CIII-4 a augmenté par rapport à celui de CIII-3, la fin d'exploitation du casier CIII-4 pourrait être avancée de plusieurs mois (entre fin 2026 et fin 2027).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Par cohérence avec l'objectif rappelé au point de contrôle n°2 (- 30 % de déchets enfouis par tonne de produit fabriqué par rapport aux niveaux de 2013) et au rythme de remplissage moyen mensuel évalué par l'exploitant lors de la présente visite (1 100 m<sup>3</sup>/mois soit 53 mois d'exploitation du casier CIII-4), il est demandé à l'exploitant de préciser à l'Inspection la date prévisionnelle de fin d'exploitation du casier CIII-4.</p> <p>L'exploitant devra par ailleurs intégrer, en vue de la fin de l'exploitation de l'installation de Cramaud III dont l'autorisation s'achèvera le 24/05/2029 (soit 11 ans après la date de rédaction du rapport de l'inspecteur de l'environnement autorisant la 1<sup>ère</sup> admission des déchets en application de l'article 2 de l'AP du 13/06/2018), les projets envisagés à court et moyen termes sur le site de l'usine afin de dimensionner au mieux le futur casier CIII-5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rapport d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courrier reçu le 17/04/2025, le rapport annuel d'activité de son installation relatif à l'année 2024. Le plan d'exploitation de l'installation de stockage joint à ce bilan fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emprise générale du site et de ses aménagements,</li><li>- la zone à exploiter,</li><li>- les niveaux topographiques,</li><li>- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,</li><li>- l'emplacement des casiers et des unités d'exploitation,</li><li>- le schéma de collecte des eaux, bassins et installations de traitement,</li><li>- les zones réaménagées.</li></ul> Il est par ailleurs désormais correctement précisé les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées en application de l'article 42 de l'AP.  Néanmoins, l'instruction de ce rapport conduit l'Inspection à constater l'absence récurrente de prise en compte de l'APC du 23/02/2021 modifiant l'AP du 13/06/2018 pourtant rappelé par l'Inspection dans le rapport suite à sa précédente inspection. De plus, à la suite de la précédente inspection, aucun élément de réponse n'a été transmis à l'Inspection y compris via le rapport annuel de l'année 2024 qui a été transmis à l'Inspection par courrier du 29/03/2024.  C'est seulement le jour même de la présente visite que des éléments ont été remis à l'Inspection. A la lecture de ces derniers, il apparaît que la plupart des éléments attendus suite à la précédente inspection ainsi que l'intégration des différentes remarques de l'Inspection sur le rapport annuel ont été apportés par l'exploitant notamment via un avenant apporté au rapport annuel 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est ainsi rappelé à l'exploitant de maintenir une vigilance accrue afin que tous les documents réglementaires en lien avec l'exploitation de son installation soient transmis autant que de besoin à l'administration (Inspection et/ou Préfet) sans relance ni demande de l'Inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contrôle des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure interne de contrôle des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant rédige une procédure interne de contrôle des déchets définissant les opérations de



contrôle des déchets au départ de la papeterie de Saillat-sur-Vienne ou à l'arrivée sur site. Cette procédure prévoit a minima :

la vérification de la siccité des déchets (respect de l'article 5 du présent arrêté),

la vérification de la conformité de la nature des déchets sur la base d'une description didactique,

la vérification de non-mélange avec des déchets autres que ceux visés par l'article 5 du présent arrêté,

la pesée des déchets,

la mesure des rayonnements ionisants,

le renseignement du registre d'admission ou de refus visé à l'article 51 du présent arrêté,

#### Article 51 - Registres des admissions, des refus et des documents d'accompagnement

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (résultats de la caractérisation de base et des contrôles de conformité).

Le registre des admissions contient :

la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la Décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014 ;

La date de réception ou d'expédition des déchets ;

le tonnage des déchets ;

le nom, l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 ;

l'identification de l'alvéole où les déchets sont stockés ;

le taux de siccité mesuré avant enfouissement ;

le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets.

#### Constats :

Le récapitulatif du suivi des déchets enfouis en 2024 est intégré dans le bilan annuel 2024. Celui-ci précise au global sur chaque mois les quantités de déchets (16 501 tonnes de déchets humides soit 10 004 t secs sur l'année), le nombre de bennes entrantes (390 au global sur l'année), la siccité moyenne mensuelle des déchets enfouis (> 55 %), les casiers recevant les déchets (CIII-3 jusqu'en 02/2024 inclus puis CIII-4 ensuite) et le résultat du relevé topographique annuel (36800 m<sup>3</sup> en 02/2024).

Comme cela a été évoqué lors de la précédente inspection, la procédure de gestion des déchets mise à jour en août 2022 par l'exploitant précise qu'un registre récapitulant notamment la date d'expédition, le volume des camions pesés, leur casier de destination et la siccité des déchets mesurée tous les jours ouvrables est mis en place. Elle précise par ailleurs que des fiches incident sont réalisées lorsque la valeur de siccité mesurée ne respecte pas le seuil défini dans l'arrêté préfectoral.

Suite à la présente inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 29/08/2025 le registre d'admission des déchets qui récapitule les dates d'expédition et les volumes des déchets enfouis dans l'installation. **Il ne précise pas néanmoins la siccité des déchets enfouis ainsi que le casier de destination.**

De plus, et sans information sur la siccité des déchets enfouis, l'exploitant a remis à l'Inspection lors de la présente visite, les rapports d'incidents établis depuis 01/2025 lorsque la siccité mesurée quotidiennement n'est pas conforme au seuil défini dans l'AP. **Le nombre d'incidents relevés (25 sur 350 lots a priori) sans intégration des volumes de déchets concernés ne permettent pas**

néanmoins de démontrer que le seuil de siccité minimal de 55 % est respecté pour tous les déchets enfouis dans l'ISDND.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit ainsi transmettre, sous 15 jours à l'Inspection, le registre d'admission des déchets complété par les informations suivantes :</b> - la siccité des déchets, - le casier de destination.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 9 : Caractérisation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation de base
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité tels que définis aux points 1 et 2 de l'annexe III restent nécessaires. Copie de cette procédure interne ainsi que ses mises à jour est transmise à l'inspection des installations classées. La caractérisation de base des déchets est renouvelée dès lors que la nature des déchets est susceptible d'évoluer (modification du procédé de production, de l'origine d'approvisionnement...). La vérification de conformité est renouvelée tous les 3 ans au maximum.
<b>Constats :</b>  Dans le rapport annuel 2024, l'exploitant apporte les résultats de l'analyse de la composition des déchets réalisée en 2022 comparée à celle réalisée en 2019, ainsi que les résultats comparatifs des tests de lixiviation réalisés en 2023 et 2024. L'exploitant conclut à ce titre que les tests étant similaires, cela permet ainsi de confirmer la conformité des déchets au regard de la caractérisation de base. La prochaine analyse des déchets est prévue en 11/2025 en application de la périodicité triennale prescrite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant est invité à intégrer, dans le bilan annuel 2025, les résultats de l'analyse de la composition des déchets réalisée en 2025 comparée à celle réalisée en 2022. A l'appui de ces résultats, il conclut sur la conformité des déchets au regard de la caractérisation de base et en établit une nouvelle si besoin.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Réseau de collecte des lixiviats bruts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé mensuel de la hauteur de lixiviats

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :  le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;  la hauteur de lixiviats dans la lagune ;  les quantités d'effluents rejetés ;  dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</p> <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le rapport annuel 2024, il est précisé le volume de lixiviats rejetés (bilan hydrique réalisé par CALLISTO en 03/2025) ainsi que la hauteur des lixiviats dans les puits de collecte en fond de casier. Il apparaît ainsi que depuis mars 2021, il n'a jamais été constaté de lixiviats présents (stagnants) en fond de casier, la hauteur de lixiviat dans les puits étant nulle lors de chaque mesure mensuelle.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué, lors de la présente inspection, avoir installé en 02/2024 une sonde bathymétrique permettant de mesurer la hauteur de lixiviats dans la lagune. Néanmoins, il a été indiqué à l'Inspection que les données relevées par la sonde n'étaient pas exploitées et que ce paramètre n'était donc toujours pas disponible. L'exploitant s'est néanmoins engagé à fournir rapidement les résultats des mesures correspondantes.</p> <p><b>Par courrier en date du 9/09/2025, l'exploitant a néanmoins indiqué à l'Inspection qu'un problème technique avait été rencontré, depuis la présente visite, avec l'équipement de mesure sur place et que les éléments relatifs à la hauteur de lixiviats dans la lagune lui seraient communiqués au plus vite.</b></p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé avoir obtenu l'accord de la société MEYZIE TP, dans un courrier en date du 25/08/2025, pour la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une étude de la zone de mélange et de la capacité du milieu à recevoir les effluents du site de l'ISDND,</li> <li>- d'une étude concernant l'équipement des 3 réseaux de lixiviats des installations CI, CII et CIII.</li> </ul> <p>Les résultats de ces études, qui pourront être remises sous 12 mois, pourront permettre, le cas échéant, de recalculer le débit et les concentrations de rejets définis dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant met en place un système opérationnel de mesures de la hauteur de lixiviats dans la lagune et transmet sous 1 mois à l'Inspection les résultats de ces mesures. Il s'assure d'intégrer par la suite ces éléments dans les rapports annuels de l'installation.</b></p> <p><b>Il transmet sous 12 mois à l'Inspection les études « compatibilité milieu » et « réseaux lixiviats » accompagnées, le cas échéant, de ses propositions argumentées de révision des VLE à ce jour définies dans son arrêté préfectoral en tenant compte des dispositions réglementaires applicables (notamment articles 11 et 23 de l'arrêté ministériel du 15/02/20216 modifié).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 11 : Contrôles périodiques des lixiviats bruts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des lixiviats bruts
<b>Prescription contrôlée :</b>  La composition physico-chimique des lixiviats en entrée de lagune est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II du présent arrêté. Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  L'instruction des résultats des analyses trimestrielles des lixiviats bruts de l'année 2024 et présentés dans le rapport annuel d'activité 2024 n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.  <b>Concernant le dispositif permettant de mesurer le volume de lixiviats bruts entrant dans la lagune, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection la facture acquittée attestant la mise en place du dispositif associé.</b>  <b>Lors de la présente visite, il a été constaté l'absence de repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialisant le volume de réserve.</b> Seul le seuil légèrement effacé à proximité du point de rejet dans le ruisseau des Combes a pu être observé.  Il a par ailleurs été constaté la clôture de la lagune sur une grande partie de son périmètre rapproché. L'exploitant devra justifier de la clôture de la zone des bassins de stockage des lixiviats sur tout son périmètre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours à l'Inspection, la facture acquittée attestant la mise en place de l'équipement permettant de mesurer le volume de lixiviats bruts entrant dans la lagune.</b>  <b>L'exploitant doit justifier, sous 15 jours à l'Inspection, la présence de la clôture de la zone des bassins de stockage des lixiviats sur tout son périmètre ainsi que la présence d'un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin et matérialisant le volume de réserve.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 12 : Traitement des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les lixiviats collectés sur le site et sur les ISDND en post-exploitation Cramaud I et II sont traités par lagunage d'un volume de 13 424 m <sup>3</sup> avant d'être rejetés dans le milieu naturel dans les conditions prévues par le présent arrêté. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I

sont rejetés dans le milieu naturel.

#### Article 30 - Conditions de rejets des effluents aqueux

Toute canalisation de rejet à l'extérieur de l'installation est équipée d'un dispositif, synchronisé avec les rejets, mesurant le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés.

Pour ce qui est des lixiviats, une vanne permet d'interrompre le rejet en cas de non-respect des valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté pour les paramètres susmentionnés.

#### Constats :

Les déclarations renseignées sur GIDAF permettent de constater le respect de la périodicité des analyses sur l'année 2024 et 2025 (débit mensuel et analyses trimestrielles). Il est cependant relevé le jour de la présente inspection l'absence de déclarations sur GIDAF pour les mois de juin et juillet 2025 ; ces déclarations ayant été saisies tardivement le 9 septembre 2025.

Par comparaison, les déclarations GEREPI/GIDAF semblent conformes et cohérentes. Il est néanmoins relevé un dépassement du débit maximal annuel de lixiviats rejetés dans le ruisseau des Combes (GEREP émissions 2024 : rejet de 84 788 m<sup>3</sup> pour un seuil fixé à 36 000 m<sup>3</sup>/an).

Dans son rapport annuel 2024, l'exploitant précise par ailleurs avoir mis en place un dispositif, synchronisé aux rejets, et permettant de mesurer le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés. Ce dispositif, composé de 3 appareils de mesure en ligne (un appareil dédié pour chacun de ces 3 paramètres), a été constaté lors de la présente inspection. Ce dispositif, mis en place mi-février 2024, permet ainsi d'obtenir des résultats de mesures en continu pour chacun de ces paramètres par report des données lors de chaque passage mensuel sur le site (transfert via Bluetooth). Les résultats obtenus en 2024 sont par ailleurs consignés dans le bilan annuel 2024 et présentent des valeurs de pH s'échelonnant entre 6,89 et 8,57 et entre 0,445 et 0,944 mS/cm pour la conductivité.

**L'exploitant, interrogé sur la maintenance de ce dispositif et de l'étalonnage réalisés, n'a pas été en mesure de préciser les modalités mises en place.**

De plus, l'exploitant, dans son rapport annuel 2024, a indiqué que les mesures en continu réalisées depuis mi-février 2024 permettent de disposer de mesures beaucoup plus précises (comparativement aux mesures mensuelles jusqu'alors réalisées) et de conclure que le volume de rejet déclaré pour l'année 2024 a été largement surestimé (69 708 m<sup>3</sup> réévalué à la baisse en extrapolant avec les résultats obtenus entre 02 et 12/2024). Il précise par ailleurs que des dispositions visant à réduire ce rejet ont été mises en place temporairement jusqu'à l'apparition d'un risque de débordement des lixiviats directement dans le ruisseau des Combes. L'exploitant a ainsi rétabli le fonctionnement antérieur de la conduite de rejets sans agir en amont sur la réduction du volume de rejets ni sur l'aménagement de la lagune.

Sur GIDAF, il est ainsi constaté la persistance du dépassement régulier du seuil de débit journalier des effluents dans le ruisseau des Combes fixé à 100 m<sup>3</sup>/j (dépassements, allant jusqu'à 667 m<sup>3</sup>/j en 04/2025, observés chaque mois sauf durant les étés 2024 et 2025 et allant jusqu'à 73,81 m<sup>3</sup>/h en 03/2024). **Ainsi, contrairement à son engagement en date du 25/08/2022 et au devis du 4/02/2025 qui a été joint au rapport annuel d'activité 2024, l'exploitant n'a pas réalisé d'actions correctives concrètes et suffisantes permettant de résoudre ces non-conformités (respect du seuil de rejets de 100 m<sup>3</sup>/j et 36 000 m<sup>3</sup>/an).**

Par courrier en date du 9 septembre 2025, l'exploitant a transmis à M. le Préfet un courrier

d'engagement concernant la mise en place, au plus tard dans le courant du 3<sup>ème</sup> trimestre 2026, d'une réhausse de la lagune selon le devis susvisé et l'installation d'équipements supplémentaires (station météo, débitmètre...). Il s'est par ailleurs engagé à réaliser une étude de compatibilité milieu afin d'analyser l'impact des rejets de l'installation sur le milieu récepteur et tenant compte de la contribution des différents effluents en provenance des installations CI, CII et CIII. Les résultats de cette étude pourront permettre, le cas échéant, de recalculer le débit et les concentrations de rejets définis dans l'arrêté préfectoral..

Les résultats des campagnes de surveillance des substances visées aux points A et B du point 1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral sont présentés dans le rapport annuel 2024 (analyses des 20/02/2024, 15/05/2024, 18/07/2024, 08/10/2024, 11/02/2025 et 22/05/2025). Pour autant, aucune mesure des paramètres listés au point C de l'annexe susvisée (autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau) ne semble avoir été réalisée en complément suite à la demande de l'Inspection formulée dans son précédent rapport d'inspection.

L'exploitant, par courrier en date du 29/08/2025, a ainsi transmis à l'Inspection les rapports d'analyses concernant les « autres substances dangereuses » mentionnées au point C susvisé et réalisées entre 09/2022 et 10/2023 (5 prélèvements). Les résultats ainsi communiqués montrent des concentrations des substances analysées inférieures aux limites de quantification permettant ainsi de justifier l'absence de surveillance des substances pour lesquelles la surveillance est conditionnée par un critère de flux. Néanmoins, **il apparaît que les substances heptachlore et époxyde d'heptachlore, arsenic, nonylphénol et chloroforme ne sont pas analysées.** L'exploitant s'est ainsi engagé, dans le courrier susmentionné, à réaliser une nouvelle campagne d'analyses pour ces substances.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit préciser, sous 1 mois, à l'Inspection l'entretien et l'étalonnage réalisés sur l'équipement nouvellement installé afin de mesurer en continu le débit, le pH et la conductivité des effluents rejetés dans le ruisseau des Combes et procéder sous 1 mois au nettoyage de la section de mesure du débit de rejet (présence de feuilles pouvant impacter la mesure réalisée).**

**L'exploitant doit mettre en œuvre, sous 12 mois, les actions correctives permettant de réguler le débit de rejet des lixiviats traités afin de maintenir ce dernier à moins de 100 m³/j. Il transmet à l'Inspection dans ce même délai, les justificatifs de cette mise en conformité accompagnés, le cas échéant, d'un porter à connaissance justifiant la révision des VLE applicables aux rejets générés par l'installation.**

**L'exploitant met en place la surveillance trimestrielle « pérenne » (car non soumis à critères de flux) des paramètres DEHP, PFOS, Quinoxylène, Dioxines, HBCDD, Heptachlore et Epoxyde d'heptachlore, Arsenic, Nonylphénol et Chloroforme dans les rejets en sortie de son installation conformément à son arrêté préfectoral.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

N° 13 : Biogaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 37

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles périodiques du biogaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Le cas échéant, il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>En tant que de besoin, il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 46 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans les délais mentionnés à l'article 17 du présent arrêté.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée a minima selon les modalités prévues à l'annexe II du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, dans le rapport annuel d'activité 2024 de son installation, intègre notamment l'évaluation des émissions diffuses de biogaz suite à l'intervention de l'APAVE le 23/10/2024. Ce rapport présente les résultats des mesures réalisées en CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>, CO, CO<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>S sans anomalie significative.</p> <p>Il est néanmoins toujours constaté l'absence de mesures de la concentration en H<sub>2</sub>.</p> <p>Interrogé à ce sujet lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que l'organisme de contrôle disposait du résultat de la mesure en H<sub>2</sub> mais n'avait pas pris l'habitude le mentionner dans ses rapports. L'exploitant a ainsi transmis, par courrier du 29/08/2025 à l'Inspection, les rapports ainsi complétés pour les années 2022, 2023 et 2024.</p> <p>Ces nouveaux éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit s'assurer que l'organisme de contrôle reporte correctement dans ses rapports les résultats de l'ensemble des paramètres analysés et représentatifs de la qualité du biogaz capté tels que définis dans l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 13/06/2018 modifié.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la qualité des eaux de ruissellement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un bassin de stockage dénommés « Bassin eaux de ruissellement internes » d'un volume de 430 m<sup>3</sup>. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en</p>

intensité, soit un débit de référence de 0,82 m<sup>3</sup>/s, et raccordé à un dispositif de contrôle et, le cas échéant, de traitement avant rejet dans le milieu naturel.

[...]

Les eaux issues des voiries internes sont dirigées vers un dispositif dimensionné de traitement, de type séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejeté au milieu naturel ou vers des bassins de collecte des eaux internes.

Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui, et à ne pas gêner la navigation.

Les conditions de rejet et de surveillance de ces effluents sont fixées en annexe I du présent arrêté.

Le bassin de stockage des eaux de ruissellement interne au site est étanche et dimensionné pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale (données locales disponibles), soit 430 m<sup>3</sup>. Ce dimensionnement est mis à jour à chaque ouverture de casier et intégré au dossier technique réalisé par l'organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté.

[...]

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

une bouée,

une échelle par bassin,

une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Les bassins et leur fonction sont clairement identifiés.

#### **Constats :**

L'exploitant dans son rapport annuel 2024 précise qu'« **il n'y a pas eu d'analyses sur les eaux de ruissellement en 2024 car pas d'eau dans le bassin** ». Or, l'année 2024 ayant été particulièrement pluvieuse, cet argument ne semble pas recevable.

Interrogé à ce sujet, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les raisons permettant d'expliquer l'absence d'eau dans le bassin, totalement sec le jour de la présente inspection.

L'exploitant s'est ainsi engagé à vérifier, lors des futurs épisodes pluvieux, la conformité de l'étanchéité du bassin de ruissellement. Ainsi, par courrier en date du 9/09/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des photos prises le 2/09/2025 permettant d'attester l'intégrité de la bâche.

**L'exploitant est ainsi invité à reprendre le contrôle trimestriel de la qualité des eaux de ruissellement interne imposée à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 13/06/2018 modifié.**

Lors de la présente visite, il a été constaté le curage du bassin (bassin vide avec un dépôt sec au fond du bassin) ainsi que la présence de l'affichage permettant d'identifier clairement la fonction du bassin d'eaux de ruissellement interne.

De plus, l'exploitant a indiqué avoir réalisé, en 2024 et 2025, la vidange du séparateur hydrocarbures et a remis le jour de la présente visite les justificatifs des 2 vidanges réalisées en 2025 (02 et 05/2025).

Enfin, **l'exploitant a indiqué ne pas réaliser le suivi semestriel des eaux de ruissellement externe sur les paramètres pH et conductivité tel qu'imposé à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 13/06/2018 modifié.**



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant met en place, sous 1 mois, les surveillances trimestrielle pour les eaux de ruissellement interne et semestrielle pour les eaux de ruissellement externe (en définissant pour cet effluent le point de surveillance le mieux approprié) conformément à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 13/06/2018 modifié. Il communique les rapports correspondants à l'Inspection dès réception.</p> <p>L'exploitant précisera par ailleurs sous 15 jours à l'Inspection la fréquence de surveillance appliquée pour les eaux de drainage en application de l'article 26 et de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 13/06/2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 15 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de suivi des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux issues des réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. Elles ne peuvent en aucun cas être mélangées aux eaux de ruissellement collectées dans les fossés mentionnés aux deux alinéas précédents.</p> <p>Article 25 - Réseau de surveillance des eaux souterraines La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen du piézomètre amont existant dénommé PZ6 complété par 4 piézomètres dont 3 sont situés en aval hydraulique. En outre, les regards en sortie de casiers sur le collecteur principal des eaux souterraines sont intégrés à ce réseau de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, lors des précédentes visites avait indiqué à l'Inspection avoir mis en place, depuis 2021, un tableau récapitulatif du suivi de plusieurs piézomètres significatifs afin de vérifier l'évolution des résultats associés. Il lui avait ainsi été demandé d'intégrer ce tableau dans le rapport annuel d'activité et de justifier toute éventuelle dérive constatée. Or dans le rapport d'activité 2024 (ainsi que dans celui de 2023), ce tableau n'est toujours pas présenté. Ainsi, la demande a de nouveau été formulée à l'exploitant lors de la présente inspection et ce dernier a pu présenter, le jour même, les tableaux attendus pour les piézomètres 9, 11 et 12.</p> <p><b>A la lecture des rapports d'analyses des eaux souterraines réalisées le 27/03/2024 et le 24/09/2024 intégrés au rapport annuel 2024, les questions suivantes se posent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- p3/5 : il est précisé qu'en nappe basses eaux, il n'y avait pas d'eau dans le piézomètre amont PZ6 et les eaux souterraines drainées de Cramaud II. Il semblerait néanmoins qu'il s'agisse plutôt des PZ7 et PZ8 en lieu et place du PZ6.</li> <li>- p3/5 : il est indiqué que les prélèvements des eaux souterraines drainées sous-casiers Cramaud III n'ont pas été réalisés en 03/2024 du fait de l'absence d'eau en basses eaux. Or cela semble erroné</li> </ul>

<p>du fait qu'il est précisé « non réalisé » et pas « à sec » comme les autres piézomètres concernés par un manque d'eau lorsque cela est le cas. La première analyse de ce point semble ainsi avoir été réalisée pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la campagne de prélèvement de 09/2024 (= période basses eaux). L'exploitant interrogé à ce sujet a indiqué que le <b>laboratoire n'avait probablement pas pu avoir accès au point de prélèvement associé.</b></p> <p>- p 4/5 : il est relevé une non-conformité à titre informatif concernant la concentration en Arsenic qui est en perpétuelle augmentation depuis 2022 au niveau du piézomètre 12 situé en aval de Cramaud III (10,53 µg/l en 2023 et 12,9 µg/l en 2024 pour un seuil fixé à 10 µg/l dans l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines). L'exploitant, interrogé à ce sujet, a indiqué dans le courrier du 9/09/2025 que la présence naturelle d'arsenic dans les sols du secteur de Cramaud expliquait ces variations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Le tableau de suivi de la qualité des eaux souterraines est mis à jour périodiquement afin d'être intégré dans chaque rapport annuel et accompagné de justifications adaptées.</b></p> <p><b>L'exploitant s'assure que chaque point de surveillance des eaux souterraines identifié dans l'arrêté préfectoral du 13/06/2018 fasse l'objet de mesures par le laboratoire agréé selon la fréquence imposée dans l'arrêté susvisé et qu'en absence d'analyses les raisons soient parfaitement décrites dans le rapport associé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 16 : Surveillance de l'environnement (ruisseau des Combes)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 44</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux du Ruisseau des Combes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des contrôles de la qualité des eaux du ruisseau des Combes sont réalisés une fois par an sur des échantillons prélevés en amont et en aval des points de rejet du site. Ces contrôles portent sur la totalité des paramètres définis aux A et B du point 1 de l'annexe I et permettent de déterminer l'indice biologique global normalisé en amont et aval des points de rejet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse annuelle de la qualité des eaux du ruisseau des Combes a été réalisée en amont et en aval de l'installation le 20/02/2024. Elle porte sur l'ensemble des paramètres listés aux A et B du point 1 de l'annexe I de l'AP et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Néanmoins, à la lecture des résultats d'analyse de la surveillance de l'environnement réalisée en nappes haute (02/07/2024) et basse (29/10/2024) et intégrés dans le rapport annuel d'activité 2024, les observations suivantes sont de nouveau formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant doit interpréter les résultats d'analyse de la surveillance de l'environnement et préciser si les dépassements récurrents du débit de rejets des lixiviats traités peuvent avoir une incidence sur le constat de détérioration de la qualité du milieu en aval du rejet en comparaison</li> </ul>

<p>avec l'amont (notamment pour ce qui concerne la diversité de population des invertébrés qui passe de très bonne en amont à bonne en aval). Il évalue à ce titre l'incidence sur le milieu des débits de rejets supérieurs à la VLE imposée à 100 m³/j,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des incohérences sont relevées dans le rapport en date du 12/08/2024 réalisé par le laboratoire SGS, la conclusion formulée étant incohérente avec les éléments présentés dans le corps du rapport notamment pour ce qui concerne la date de réalisation des prélèvements (2/07/2024 versus 20/03/2023 en conclusion),</li> <li>- l'absence du rapport du laboratoire SGS suite au prélèvement réalisé a priori le 29/10/2024,</li> <li>- le délai très important entre le prélèvement du 29/10/2024 et les analyses qui ont eu lieu a priori le 8/04/2025 signé le 11/04/2025.</li> </ul> <p>Ces éléments devront être transmis sous 1 mois à l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit apporter à l'Inspection sous 1 mois les éléments permettant de répondre à ses interrogations listées ci-avant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 17 : Campagne PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne de mesures mensuelles pendant 3 mois consécutifs des PFAS et de l'AOF (fluor organique adsorbable) dans les rejets aqueux de son installation. Les analyses faisant suite aux prélèvements réalisés les 19/12/2023, 10/01/2024 et 7/02/2024 ne mettent pas en évidence la présence de ces paramètres au-delà de la limite de quantification.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Réexamen IED**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise du dossier de réexamen</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>En application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3540 et le nom du document BREF associé est « Waste Treatment (WT) ». La procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, par courriel en date du 31/05/2023, a transmis à l'Inspection le dossier de réexamen demandé. <b>Il convient que ce dernier soit également transmis par courrier à la Préfecture et qu'il intègre, en application du courrier de l'Inspection du 24/01/2024, une évaluation de la conformité détaillée de l'établissement au regard des nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié par l'arrêté du 7/08/2023 (surveillance/détection incendie (échéance : 1/07/2024), rondes réalisées dans les 2 heures suivant la dernière réception (échéance : 1/07/2024), moyen d'alerte des pompiers (échéance : 1/07/2024), formations et exercices incendie réalisées, plan de défense incendie (échéance : 1/07/2014), ...) ainsi que le rapport de base ou justificatif de non remise.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet, sous un mois à la Préfecture et à l'Inspection, le dossier de réexamen IED complété tel que susmentionné et accompagné du rapport de base ou du justificatif de non remise.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 19 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2018, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit constituer des garanties financières destinées, en cas de défaillance ou disparition juridique de ce dernier durant la période d'exploitation et la phase de post-exploitation fixée à 30 ans, à couvrir les frais de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• surveillance du site,</li> <li>• maintien en sécurité des installations,</li> <li>• intervention en cas d'accident ou de pollution,</li> <li>• réaménagement du site.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le montant des garanties financières est réactualisé tous les cinq ans en fonction de l'évolution de l'indice « TP 01 ». Dans le cas d'une variation de plus de 15 % de cet indice au cours d'une période de cinq années, le montant des garanties financières est à réactualiser dans un délai de 6 mois suivant cette variation.</p> <p>La réactualisation des garanties financières est à l'initiative de l'exploitant.</p> <p>Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être un acte de cautionnement solidaire conforme à celui annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p> <p>Au moins trois mois avant l'échéance de validité de l'attestation, un nouveau document attestant</p>

de la constitution de garanties financières pour une période minimale de trois années doit être adressé au Préfet.

**Constats :**

La dernière attestation de constitution des garanties financières arrivait à échéance au 31/08/2024. Or, **l'exploitant n'a pas transmis au Préfet au moins 3 mois avant l'échéance de validité de cette dernière, le nouveau document attestant de la constitution de garanties financières pour une durée minimale de 3 ans et tenant compte de l'évolution de l'indice « TP 01 ».**

De plus, l'exploitant a confirmé que l'entité légale avait changé de dénomination sous le nom « SMURFIT WESTROCK PAPIER RECYCLE FRANCE » et a transmis par courriel en date du 2/03/2025 à l'Inspection l'extrait Kbis associé dans le cadre du suivi de la papeterie qu'il exploite à Saillat-sur-Vienne. Celui-ci confirme le maintien du numéro SIREN de l'entité légale à laquelle appartient le site de Saillat-sur-Vienne et potentiellement l'ISDND Cramaud III, ce qui conduit ainsi à ne pas considérer cette modification comme un changement d'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet, sous 15 jours à la Préfecture et à l'Inspection, le nouveau document attestant de la constitution de garanties financières pour une durée minimale de 3 ans et tenant compte de l'évolution de l'indice « TP 01 ».**

**Afin de régulariser le changement qui semblerait avoir conduit à la nouvelle dénomination « SMURFIT WESTROCK » pour l'ISDND Cramaud, l'exploitant est invité, sous 15 jours, à informer M. le Préfet de ce changement de dénomination.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours